

Questionnaire administré (en face à face au siège de l'INS)

Nom : Camara

Prénom : Mamadou

Fonction : Directeur Général Adjoint (DGA)

Tel : (00224) 621 046224

E-mail : dalabayah@yahoo.fr

Date de l'entretien : 25/09/2021

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
État de développement du système national de S&E des politiques publiques	QE1. Existe-t-il une Instance nationale de coordination du S&E des politiques publiques ? A quel niveau est-elle instituée (Présidence de la République – Parlement – Primature – Ministère de l'Économie, Plan et Finances) ?	Oui, il s'agit du dispositif institutionnel de S&E du PNDES (DISE). c'est la primature qui abrite l'instance suprême du DISE, c'est-à-dire le cadre de concertation et de coordination (CCC).
	QE2. Comment la planification, la budgétisation et le suivi-évaluation des politiques publiques sont-ils intégrés ?	Le S&E est très récent dans le pays. Il y a beaucoup de choses à améliorer car on ne peut pas parler de S&E sans budget.
	QE3. Existe-t-il des revues sectorielles périodiques ? Sous quel délai	Oui le bureau de stratégie et développement (BSD) de chaque département joue le rôle de S&E de la politique du département. Mais il faut reconnaître que la composante S&E n'est pas effective au niveau sectoriel très malheureusement.
	QE4. Les données et résultats du S&E des politiques publiques sont-elles systématiquement publiées ?	Oui nous publions nos rapports après la validation du comité technique de la statistique qui est composé du DG de l'INS et des 32 bureaux de stratégie et développement (BSD) des ministères.
	QE5. La démarche de S&E des politiques publiques est-elle ouverte aux parties prenantes (Comités pluralistes, consultations préalables...) ?	Les évaluations mises en œuvre par l'INS sont participatives.
Niveau d'institutionnalisation du S&E dans l'ensemble des politiques publiques	Cadre juridique et organisationnel du S&E des politiques publiques	
	QE6. Existe-t-il dans les textes juridiques (législatifs, réglementaires) des dispositions relatives au S&E des politiques publiques ? Existence de clauses d'évaluation fixées dans la Loi.	L'arrêté portant création du DISE
	QE7. Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein de l'exécutif (unités d'évaluation dans chaque ministère) ?	Oui, à travers les BSD.
	QE8. Existe-t-il d'instances d'évaluation au sein du Parlement ?	Non à ma connaissance.
	QE9. Existe-t-il de la pratique d'évaluation au sein de la Cour des comptes ? A l'Inspection Générale de l'État ?	Non à ma connaissance. Pourtant la loi confère à la cour des comptes la fonction évaluative de la performance des politiques publiques.
	QE10. Existe-t-il au niveau national, un dispositif inter-organisationnel cohérent de S&E des politiques publiques ?	Oui, c'est le DISE qui doit permettre cela mais malheureusement il n'est pas encore informatisé.

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
	Cadre opérationnel	
	QE11. Quelle est la part du budget public investi dans l'évaluation des politiques publiques ?	90% des évaluations sont financés par les partenaires au développement.
	QE12. Existe-t-il une programmation annuelle ou pluriannuelle des évaluations des politiques publiques ?	Non.
	QE13. Quel est le Nombre d'appel d'offres publics / an pour les missions d'évaluation des politiques publiques ?	J'ignore cela.
	QE14. Quel est le Volume d'évaluations ou de méta-évaluations réalisées par an ?	J'ignore cela.
	QE15. Quel est le Niveau d'éclatement administratif où se pratique l'évaluation des politiques publiques ?	Les acteurs sont contenus dans le DISE.
Dispositifs et cadres au niveau national de production des données et résultats de S&E des politiques publiques	Production et diffusion des données et résultats du S&E	
	QE16. Existe-t-il des structures qui produisent des données et résultats de S&E des politiques publiques ?	Oui il y a des structures qui produisent des données de S&E. C'est le cas de l'INS.
	QE17. Quel est le Volume et l'évolution de la production d'évaluation des politiques publiques au cours des cinq dernières années ?	J'ignore cela.
	QE18. Existe-t-il des collectes de données évaluatives dans des domaines spécifiques [Santé, Education, Emploi, Agriculture..] ? Sont-elles disponibles pour le grand public, les médias, les décideurs, les professionnels (<i>chercheurs..</i>) ?	Oui cela se fait même au niveau de l'INS.
	QE19. Existe-t-il des plateformes d'accumulation et de vulgarisation des résultats des évaluations d'impact de politiques publiques ?	Non chaque structure utilise son propre canal. L'INS utilise son site web, les news letter etc.
	QE20. Quel est le niveau d'intégration des bases de données statistiques du S&E des politiques publiques du pays ?	Dans le cadre du PNDES, c'est l'INS qui s'occupe de la collecte de données des indicateurs identifiés.
Rôle du Parlement dans le S&E des politiques publiques	Cadre et mécanismes opérationnels Parlementaires	
	QE21. Existe-t-il des structures au sein du Parlement dédiées à développer la fonction de S&E des politiques publiques ?	Je me demande bien si le parlement le fait car je n'ai jamais entendu parler.
	QE22. Quel est le niveau de demandes régulières d'évaluations des politiques publiques par le Parlement ? Quel est le rôle joué par les Commissions parlementaires à cet effet ?	Ils n'ont jamais fait de demande.
	QE23. Comment les résultats du S&E des politiques publiques sont-ils utilisés au Parlement ?	J'ignore cela.
	QE24. Dans quelle mesure le parlement s'appuie-t-il sur les données des parties prenantes (par exemple, les ONG, les groupes de réflexion, les partenaires du développement) pour orienter la planification, la politique et la prise de décision gouvernementales ?	A connaissance les ONG ne font pas de l'évaluation des politiques publiques.
Principaux acteurs dans le S&E des politiques publiques	Attributions et rôles	
	QE25. Existe-t-il une cartographie des principaux acteurs du S&E des politiques publiques du pays ?	Non
	QE26. Le périmètre d'exercice des instances publiques qui revendiquent l'action évaluative des politiques publiques, est-il bien déterminé ? Les rôles et responsabilités bien définis ?	Oui le rôle de chacun est connu. Le rôle de l'INS est régi par la LOI/L/2014/019/AN Portant Organisation et Réglementation des Activités Statistiques.
	QE27. Quel est le niveau de liens fonctionnels (institutionnels et organisationnels) et des échanges entre acteurs et structures impliqués dans le S&E des politiques publiques ?	L'INS n'a pas encore collaboré avec le parlement et la cour des comptes dans le S&E des politiques publiques. Toutefois,

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
		nous apportons un appui technique aux services administratifs dans la collecte des données.
	<p>QE28. Quel est le niveau de dépendance de ces acteurs principaux du S&E à l'égard des aléas politiques ?</p>	Il faut une forte volonté politique pour faire du S&E des politiques publiques car il y a une question de budget que cela nécessite.
Utilisation des résultats issus du S&E dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques	<p>Utilisation et influence</p>	
	<p>QE29. Dans quelle mesure le S&E contribuent-ils à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions ?</p>	Les rapports d'évaluation de l'INS permettent à l'administration de suivre l'évolution des indicateurs du PNDES.
	<p>QE30. Existe-t-il des dispositifs légaux, réglementaires, administratifs ou mécanismes institutionnels et organisationnels qui rendent effective l'utilisation des données et résultats du S&E des politiques publiques ?</p>	Non.
	<p>QE31. Existe-t-il une réflexion sur l'utilisation des résultats du S&E dans la décision publique ou les pratiques ?</p>	Non. Les gens ne connaissent pas l'importance des données. C'est pourquoi il est urgent de faire une sensibilisation de l'administration.
	<p>QE32. Existe-t-il des formes d'incitations ou de contraintes à l'utilisation des données et résultats du S&E (par les décideurs, les fonctionnaires, les professionnels) ?</p>	Non.
Engagement des Organisations de la société civile et les bailleurs de fonds dans le S&E des politiques publiques	<p>Organisations de la Société Civile (OSC)</p>	
	<p>QE33. Quel est le degré de participation des OSCs dans les processus nationaux de S&E des politiques publiques ?</p>	Les OSCs sont de plus en plus consultées lors des activités de S&E des politiques publiques.
	<p>QE34. Quels sont les mécanismes permettant aux OSCs de partager les résultats du S&E et d'engager le Gouvernement sur les questions de performance des politiques/programmes publics (i.e. Forums, des ateliers, des audiences publiques, etc.) ?</p>	Les OSCs ne produisent pas de données sur le S&E des politiques publiques.
	<p>Bailleurs de fonds</p>	
	<p>QE35. Dans quelle mesure les partenaires au développement sont-ils impliqués dans la démarche nationale de S&E des politiques publiques ?</p>	Les partenaires au développement sont fortement impliqués car c'est eux qui financent le S&E dans le pays.
	<p>QE36. Quel est le niveau du processus interactif entre le GVT et ses partenaires au développement dans la démarche évaluative des politiques publiques ?</p>	Les partenaires au développement interagissent avec le gouvernement car ils ont soutenu techniquement et financièrement le DISE.
État de professionnalisation du S&E des politiques publiques	<p>Degré d'ouverture du milieu administratif aux professionnels en S&E</p>	
	<p>QE37. Existe-t-il des actions de sensibilisation et des formations (initiale et continue) au S&E des politiques publiques pour les cadres de l'administration et les décideurs publics ?</p>	Non.
	<p>QE38. Existe-t-il d'organisations professionnelles d'évaluation et/ou la « communauté des évaluateurs » ?</p>	Je n'en connais pas.
	<p>Partenariats entre l'Administration et les professionnels en S&E</p>	
	<p>QE39. Existe-t-il des formes de partenariats entre l'administration et la recherche en S&E des politiques publiques (conventions, conseils scientifiques, chaires, financement de structures..) ?</p>	Non.
	<p>QE40. Quelles institutions dispensent des formations spécifiques sur le S&E dans le secteur public ? (par exemple, établissements d'enseignement supérieur -</p>	Je n'en connais pas.

Axes	Rubrique & Questions	Réponses
	universités ; cabinets de conseil). Existe-t-il des cours spécifiques de suivi et d'évaluation proposés par les universités, les cabinets de conseil, etc. ? Existe-t-il des cours spécialement conçus pour le S&E dans le secteur public	